

En 1980, l'Afrique du Sud a clairement senti que ses intérêts nationaux et régionaux étaient menacés. À cette date, il ne restait que la Namibie du "cordon sanitaire" d'États gouvernés par des Blancs que l'Afrique du Sud avait constitué pour protéger ses visées régionales et assurer sa sécurité. Là aussi, l'autorité de Pretoria était mise à rude épreuve. En Afrique du Sud même, de nombreux Noirs avaient vu dans l'indépendance du Zimbabwe une autre victoire militaire sur la suprématie blanche. En juin 1980, le Congrès national africain (ANC), interdit par le gouvernement, avait d'ailleurs profité de ce succès pour lancer en territoire sud-africain une série de spectaculaires offensives de sabotage.

La formation de la CCDAА marquait le recul de l'hégémonie politique de Pretoria et remettait directement en question sa suprématie économique. En projetant la construction d'un réseau régional parallèle de transports et de communications, la CCDAА risquait d'enlever à l'Afrique du Sud une partie de son influence dans toute la région. La vitalité du secteur manufacturier au Zimbabwe menaçait de porter atteinte aux marchés d'exportation vitaux de l'Afrique du Sud. Entouré de pays plus indépendants sur un plan économique, celle-ci risquait de perdre à la fois son excédent commercial annuel de 1,5 milliard de dollars américains avec les pays de la CCDAА et une partie de ses ressources en main-d'oeuvre pour ses mines et son agriculture.

Les conséquences politiques étaient inconcevables. Pretoria considérait sa prédominance économique dans la région comme le fondement essentiel du capitalisme sud-africain. En outre, cette suprématie garantissait à l'Afrique du Sud un rôle politique prédominant qu'elle croyait indispensable pour maîtriser ce qu'elle percevait comme étant une résistance à l'*apartheid* alimentée de l'étranger. Enfin, compte tenu de la structure géopolitique de l'Afrique australe, tout succès de la CCDAА profiterait à des pays radicaux comme l'Angola, le Mozambique, la Tanzanie et le Zimbabwe, ce qui radicaliserait l'ensemble du mouvement de la CCDAА. La population noire d'Afrique du Sud ne risquait-elle pas de voir dans le socialisme une solution de rechange viable à l'*apartheid*? Le gouvernement sud-africain a par conséquent entrepris de contrer la stratégie de la CCDAА.

2) 1980-1981 : à la recherche d'une solution

Pendant la plus grande partie des dix-huit mois qui ont suivi, doutant encore de ses objectifs régionaux immédiats, l'Afrique du Sud s'est déchaînée plus ou moins aveuglément contre ses voisins. Elle a lancé contre l'Angola, le Mozambique, le Lesotho et le Zimbabwe des attaques militaires directes et des offensives indirectes par l'intermédiaire de groupes fantoches. Elle a ouvertement menacé d'ouvrir au Swaziland un deuxième front. Elle a limité l'utilisation de ses installations ferroviaires et portuaires et l'importation de main-d'oeuvre. Jouant en quelque sorte sur deux plans, elle a prétendu rechercher en Namibie la voie d'un règlement interne, alors qu'elle multipliait en Angola ses attaques militaires contre les bases de la SWAPO.¹¹

Au cours de cette période, l'événement le plus important du point de vue de Pretoria a été l'arrivée au pouvoir du gouvernement Reagan. La politique d'engagement construc-

tif du nouveau venu présageait pour l'Afrique du Sud beaucoup plus de "sympathie" américaine que sous Jimmy Carter. Les notes rédigées en mai 1981 par le Département d'État en préparation d'une réunion entre le secrétaire d'État Alexander Haig et le ministre sud-africain des Affaires extérieures, M. Rorlof (Pik) Botha, soulignaient l'existence, entre les deux gouvernements, d'un grand nombre d'objectifs communs. Tous deux voulaient surtout combattre l'influence soviétique dans la région et empêcher une victoire de la SWAPO en Namibie. Le sous-secrétaire d'État chargé des questions africaines, M. Chester Crocker, a précisé que la politique américaine dans la région visait principalement à faire en sorte que l'Afrique du Sud ne soit plus traitée en "paria" et qu'elle réintègre le réseau occidental de sécurité.¹² Cette théorie a débouché sur la fameuse politique du *linkage* : pas de règlement en Namibie sans le retrait des troupes cubaines présentes en Angola. Le nouveau gouvernement américain a fait usage de son veto au Conseil de sécurité pour empêcher la condamnation de l'Afrique du Sud après l'invasion massive de l'Angola par celle-ci en août 1981.¹³ Pretoria a certainement pensé à cette époque que les États-Unis appuyaient ses politiques régionales devenues beaucoup plus agressives.

3) 1982-mars 1984 : les effets de la déstabilisation

Au début de 1982, l'Afrique du Sud avait défini ses objectifs régionaux immédiats. Il s'agissait premièrement pour elle d'obtenir de ses voisins qu'ils limitent et surveillent les activités des membres de l'ANC sur leurs territoires et, deuxièmement, de saper les initiatives économiques de la CCDAА, plus particulièrement dans le secteur des transports.

Voyant dans des États plus conservateurs comme le Swaziland et le Malawi des collaborateurs potentiels, l'Afrique du Sud leur a offert des concessions afin de renforcer les liens. L'État enclavé du Swaziland a accepté l'aide de l'Afrique du Sud pour la construction d'une nouvelle voie ferrée reliant le pays au port sud-africain de Richard's Bay, ainsi que des versements supplémentaires de 45 millions de dollars américains dans le cadre du *Southern*

